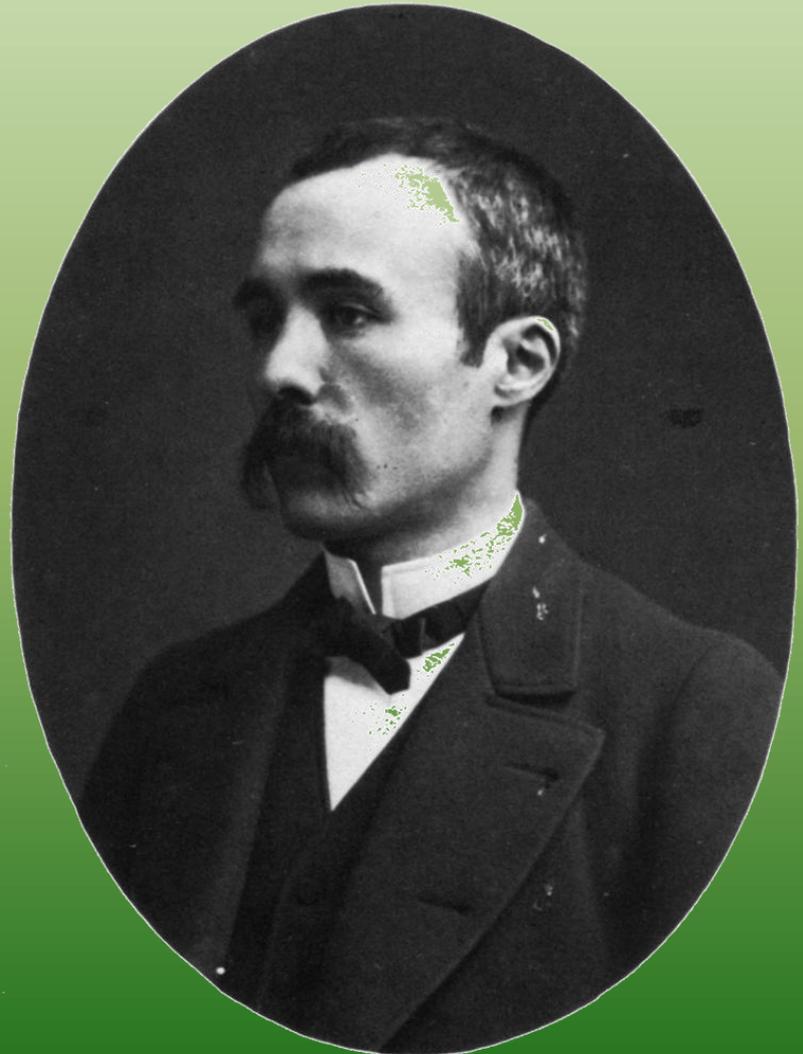


Georges Clémenceau



Né le 28 septembre 1841, à Mouilleron-en-Pareds (Vendée), Georges Clemenceau, après une enfance vendéenne, devient médecin comme son père et suit des études à Nantes puis à Paris en 1865. Il commence déjà à faire de la politique au Quartier Latin. A 24 ans, il est docteur en médecine et part pour les États-Unis afin d'y étudier la Constitution. Il y reste cinq ans et s'y marie. De retour en France, il participe à l'insurrection parisienne contre le régime impérial. Élu, à trente ans, maire de Montmartre puis député de la Seine, il est aussi conseiller municipal de Paris, président du conseil municipal en 1875 et député du Var en 1880. La même année il fonde le journal « *la Justice* ».

Le Tigre

Clemenceau, chef de l'extrême gauche radicale depuis 1876, s'oppose violemment à la politique coloniale de Jules Ferry et est à l'origine de la chute de plusieurs gouvernements. Ce sont ses coups de griffe qui seront à l'origine de son surnom de "Tigre".

Battu aux élections de 1893, il retourne à ses premières amours, l'écriture et surtout le journalisme. Il collabore à différents journaux dont « *l'Aurore* » où il fait publier l'article d'Emile Zola "*J'accuse*" en faveur de Dreyfus.

Sénateur du Var en 1902, il est ministre de l'Intérieur puis Président du Conseil en 1906 jusqu'à 1909. Il institue le Ministère du Travail et fait voter des lois sur le repos hebdomadaire, la journée de 10 heures, les retraites ouvrières mais réprime aussi durement des grèves. Renversé, il retourne alors dans l'opposition et fonde un nouveau journal : "*L'Homme Libre*" qui devient "*L'Homme Enchaîné*" en 1914 à cause de la censure.

Le Père La Victoire

Le 20 novembre 1917, Poincaré fait appel à lui pour être à nouveau Président du Conseil. Il sait prendre des mesures impopulaires, mais se rendre lui-même populaire en parcourant les tranchées la canne à la main (à 76 ans !). Au lendemain de l'Armistice, Président de la Conférence de la Paix, il se montre intraitable avec l'Allemagne. Candidat à la présidence de la République en 1920, Clemenceau se voit préférer Deschanel. Il se retire donc dans sa petite maison de pêcheur à Saint Vincent sur Jard, en Vendée, où il continue à écrire, s'alarmant du réarmement de l'Allemagne.

Il s'éteint le 24 novembre 1929, à son domicile de la rue Franklin à Paris.

<http://www.cheminsdememoire.gouv.fr/page/affichegh.php?idLang=fr&idGH=320>

Le programme électoral de Georges Clemenceau en 1876

"Nous, les républicains radicaux, nous voulons la République pour ses conséquences : les grandes et fécondes réformes qu'elle entraîne. Le but que nous proposons, c'est l'accomplissement de la grande rénovation de 1789, inaugurée par la bourgeoisie française et abandonnée par elle avant son achèvement; c'est le rétablissement de la paix sociale par le seul développement de la justice et de la liberté : la paix républicaine.

Quelle meilleure mesure d'ordre que la mise en pratique des libertés nécessaires ? Quelle plus sage mesure d'ordre et de justice que la réforme de l'impôt, qu'une équitable répartition de ses charges ? Comment mieux rapprocher les classes sociales que par l'instruction générale, qui réunira les hommes de notre race dans un commun sentiment patriotique de solidarité ? Quels conflits pourront surgir quand le prêtre restera dans l'Église, le magistrat dans le prétoire, l'instituteur dans l'école ?"

<http://icp.ge.ch/po/cliotexte/fin-xixe-siecle-et-debut-du-xxe-siecle/france.republique.3.html>

Réponse de Georges Clémenceau à Jules Ferry, le 30 juillet 1885

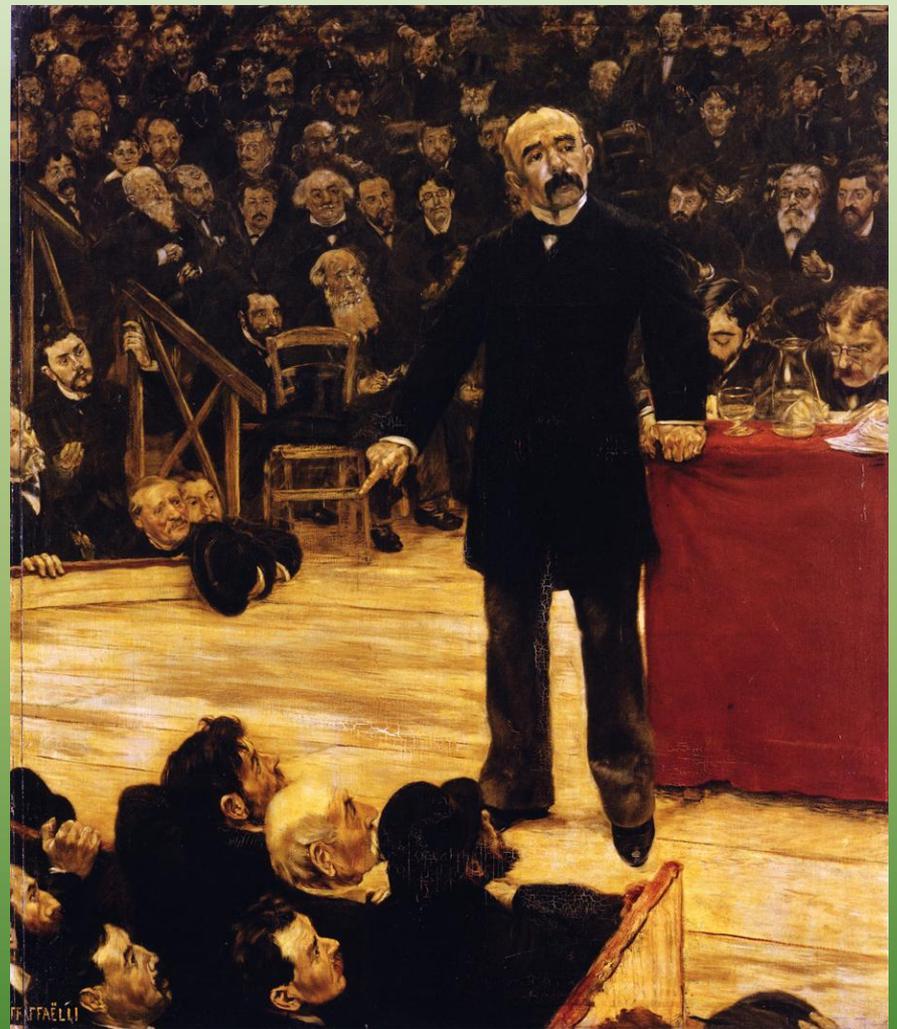
Georges Clémenceau répond au discours prononcé par Jules Ferry pour justifier la conquête coloniale du Tonkin :

« Je ne comprends pas que nous n'ayons pas été unanimes ici à nous lever d'un seul bond pour protester violemment contre vos paroles. Non, il n'y a pas de droit des nations dites supérieures contre les nations inférieures. Il y a la lutte pour la vie qui est une nécessité fatale, qu'à mesure que nous nous élevons dans la civilisation nous devons contenir dans les limites de la justice et du droit. Mais n'essayons pas de revêtir la violence du nom hypocrite de civilisation. Ne parlons pas de droit, de devoir. La conquête que vous préconisez, c'est l'abus pur et simple de la force que donne la civilisation scientifique sur les civilisations rudimentaires pour s'approprier l'homme, le torturer, en extraire toute la force qui est en lui au profit du prétendu civilisateur. Ce n'est pas le droit, c'en est la négation. Parler à ce propos de civilisation, c'est joindre à la violence, l'hypocrisie. »

<http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article177>



**Portrait de Georges Clémenceau
par Édouard Manet, 1879.**



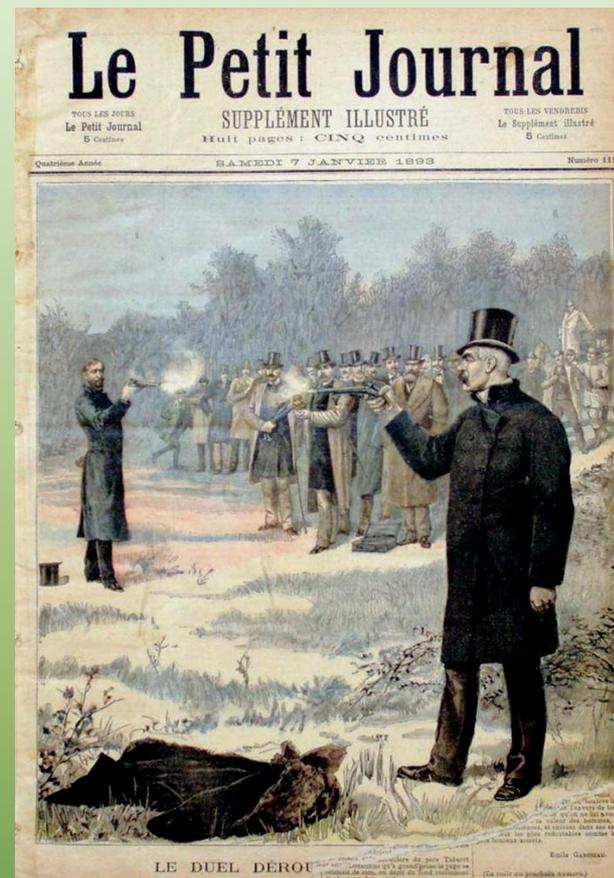
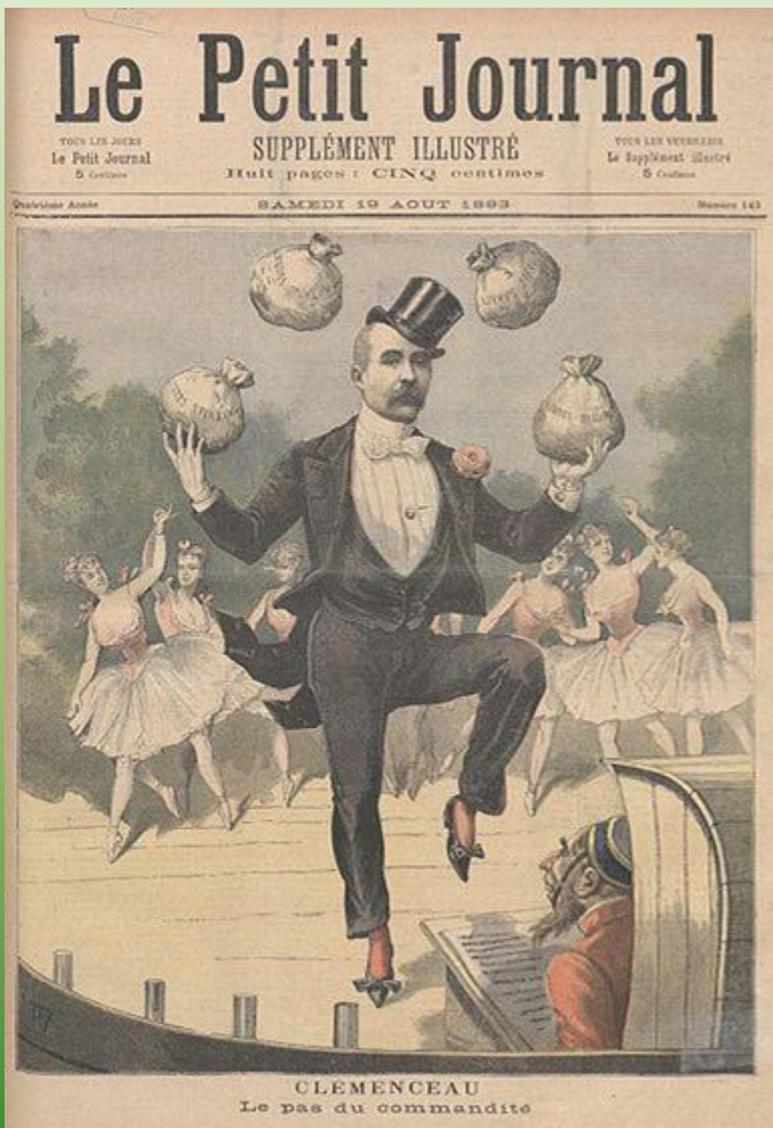
**Georges Clémenceau prononçant un
discours dans une réunion électorale par
Jean-François RAFFAELLI , 1885.**

Une réunion électorale

Raffaëlli (impose) une peinture alors originale, à la fois par le choix de ses sujets (la réalité quotidienne de la vie urbaine, souvent de la banlieue), une esthétique volontairement dépouillée et un style « moderne » proche des impressionnistes [...]. Clemenceau, debout au centre, harangue la foule réunie au cirque Fernando. Il est entouré de ses collaborateurs de *La Justice*, de l'état-major du parti radical et de quelques amis proches [...] Gustave Geffroy, critique proche des impressionnistes dit de ce tableau : « L'impression qu'il a voulu produire, c'est celle d'une volonté en action et d'un silence attentif et passionné. »

Ce tableau de Raffaëlli présente George Clemenceau au début de sa carrière politique. Il s'agit du Clemenceau d'opposition, du leader des radicaux qui composent alors l'extrême gauche de la Chambre. [...] Raffaëlli nous montre remarquablement bien son aisance face à un auditoire qu'il captive tant par sa parole que sa gestuelle. Le brillant parlementaire est en effet l'un des plus grands orateurs de la III^e République. L'œuvre nous montre en même temps un caractère : au delà des clivages de partis, Clemenceau trace un chemin qui lui est propre, n'hésitant pas à faire « tomber » les ministères dont la politique s'écarte de ses principes.

D'après <http://www.histoire-image.org/site/oeuvre/analyse.php?i=237>



Duel entre Paul Déroutède et Georges Clemenceau, car Déroutède l'avait accusé de corruption dans le scandale de Panama, le 23 décembre 1892.

Clémenceau figure parmi les principaux politiciens qui ont reçu de l'argent lors de la construction du canal de Panama. Il a bénéficié d'une aide financière de Cornelius Herz pour son journal, «*La Justice*».

Cornelius Herz a utilisé son ami pour obtenir la confiance des parlementaires et des ministres. Battu aux élections législatives, à 50 ans passés, il doit renoncer à l'action parlementaire.

En 1894, fut découvert au service de renseignements français un bordereau anonyme contenant une liste de documents militaires français confidentiels destinée à l'ambassade d'Allemagne. Un officier, juif d'origine alsacienne, le capitaine Dreyfus, fut inculpé sur une simple ressemblance d'écriture et traduit devant le Conseil de guerre qui le condamna le 22 décembre suivant à la dégradation et à la déportation à vie sur l'île du Diable. À l'automne 1896, l'Éclair puis le Matin attirèrent l'attention du public sur la nature suspecte des preuves qui avaient entraîné la condamnation de l'officier. Le colonel Picquart, nouveau chef du service des renseignements, découvrit un document accablant un officier d'infanterie, le commandant Esterházy. Pour éviter une révision du procès de Dreyfus, les autorités militaires traduisirent Esterházy devant le Conseil de guerre qui l'acquitta, le 10 janvier 1898. Le surlendemain, l'écrivain Émile Zola publia dans le journal de Georges Clemenceau, l'Aurore, une lettre ouverte au président de la République, sous le titre "J'accuse", dans laquelle il dénonçait le déni de justice commis par l'armée et ses complices, hommes politiques et magistrats. Zola fut condamné pour diffamation à un an de prison ferme et à une amende, mais l'affaire Dreyfus était devenue "l'Affaire".

Démasqué, le commandant Henry qui avait fait un faux se suicida. La révision du procès eut lieu à Rennes en juin 1899 et Dreyfus fut condamné de nouveau, avec circonstances atténuantes (*sic*) puis gracié par le président Loubet. Il fallut attendre encore six ans avant que la pleine réhabilitation de Dreyfus ne soit établie.

Cinq Centimes

ERNEST VAUGHAN
A. BOURGEOIS

L'AURORE

Littéraire, Artistique, Sociale

J'Accuse...!

LETTRE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Par ÉMILE ZOLA

LETTRE
A M. FÉLIX FAURE
Président de la République

M. H. C.



Source: *Le Grelot*, n°1480, 20 août 1899 (29e année), p. 3
(coll. Durelle-Marc)

Nota: dessin paru à l'occasion de l'ouverture du
procès de Rennes dans l'Affaire Dreyfus.